

# EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME

## ÉLABORATION ET PROCEDURES D'ÉVOLUTION

Ce formulaire a été conçu pour vous aider dans la transmission des informations nécessaires à l'examen au cas par cas de votre projet de document d'urbanisme telles que mentionnées à l'article R104-30 du code de l'urbanisme. Il peut être utilisé pour l'ensemble des procédures concernées par l'examen au cas par cas : élaboration, révision, modification ou déclaration de projet. Les réponses à apporter doivent être adaptées en fonction de la nature de votre projet, à partir des connaissances dont vous disposez.

En application de l'article R122-18 II du code de l'environnement, ces informations sont mises en ligne sur notre site internet.

**Ce formulaire doit être accompagné de tous les documents justificatifs permettant à l'autorité environnementale de comprendre votre projet, de connaître son environnement humain et naturel et d'évaluer les enjeux environnementaux (projet de règlement et de zonage, projet d'OAP,...), à transmettre en annexe.**

Les liens Internet sont donnés à titre indicatif

## 1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

1.1 Renseignements généraux	
Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Précisez l'intitulé précis de la procédure engagée : – PLU ou carte communale ? – élaboration, révision, modification, mise en compatibilité, etc ?	<a href="#">Elaboration du PLU de la commune de Laval (38)</a>

1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :	
Le cas échéant, quelle est la date de débat de votre PADD ?	<a href="#">7 mai 2019</a>
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	<a href="#">Août 2019</a>

## 2. Coordonnées

2.1 Identification de la personne publique responsable	
Qui est la personne publique responsable ?	<a href="#">Monsieur Sébastien Eyraud, Maire</a>
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	<a href="#">04.76.71.42.88</a> <a href="mailto:mairiedelaval2@orange.fr">mairiedelaval2@orange.fr</a> <a href="#">17, rue de la Mairie 38190 Laval</a>
<b>NB : Vous indiquerez également en annexe 1 les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.</b>	

### 3. Caractéristiques générales de votre projet

3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCoT ?		
Oui	Non	SCoT de la Région Urbaine Grenobloise approuvé le 21 décembre 2012

3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?		
Oui	Non	<p>La commune est actuellement soumise au Plan d'Occupation des Sols suite à l'annulation, en février 2019, du PLU approuvé en février 2017</p> <p>Le POS en vigueur n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.</p> <p>Le PLU approuvé puis annulé n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.</p>

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?	
Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?	986 habitants (recensement INSEE 2016)
Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?	2 533 Ha
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?	
<p>Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles.</p> <p><b>Annexe à joindre</b> : document graphique du plan en vigueur ou du projet</p>	<p>Au POS en vigueur, les surfaces sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zones urbaines U : 34,9 Ha (1,3%)</li> <li>- Zones d'urbanisation diffuse NB : 28 Ha (1,1%)</li> <li>- Zones à urbaniser NA : 6,1 Ha (0,2%)</li> <li>- Zones agricole NC : 438 Ha (17%)</li> <li>- Zones naturelles ND : 2 026 Ha (80%)</li> </ul> <p><b>Voir annexe n°3.1 : zonage du POS en cours</b></p> <p><b>Voir annexe n°3.2 : projet de zonage du PLU, document de travail.</b></p>

3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?	
<p><b>Annexe à joindre</b> : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joindre les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)</p>	
Orientation n°1	Maîtriser l'urbanisation avec le maintien de la qualité du cadre de vie et la préservation de l'identité rurale
Orientation n°2	Protéger et valoriser le patrimoine naturel
Orientation n°3	Protéger et valoriser le patrimoine sylvicole et agricole
Orientation n°4	Préserver et valoriser le patrimoine bâti
Orientation n°5	Protéger les ressources en eau potable et les milieux aquatiques
Orientation n°6	Préserver et redynamiser le développement économique
Orientation n°7	Améliorer la sécurité des déplacements dans le bourg et les hameaux
<p><b>Voir annexe n°2 : PADD corrigé suite au débat du 7 mai 2019 et délibération dressant le compte-rendu du débat du 7 mai 2019.</b></p>	

### **3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?**

#### **Annexe à joindre : délibération engageant la procédure**

La délibération lançant l'élaboration du PLU a été prise par le Conseil Municipal le 28 janvier 2009. Le PLU a été approuvé en février 2017 puis sa délibération d'approbation annulée en février 2019. Ainsi, le conseil municipal a fait le choix de reprendre la procédure au stade du PADD.

La délibération du 28 janvier 2009 a été complétée par la délibération du 17 février 2015 qui précise les objectifs poursuivis par l'élaboration du PLU :

Maîtriser l'étalement urbain avec le maintien de la qualité du cadre de vie et la préservation de l'identité rurale ; la réflexion portera notamment sur la définition de formes urbaines alternatives à l'habitat individuel isolé (habitat intermédiaire, individuel groupé, petits collectifs...), en vue d'améliorer les potentialités de constructibilité et d'infléchir fortement les tendances consommatrices passées. Une attention particulière sera portée à la préservation de la singularité des hameaux, par la conservation de coupures vertes. Sont principalement concernés les hameaux de Prabert, la Boutière, Planeysard, le Fuzier, le Mollard, le Carnival. Certains enjeux du PLU consisteront à maîtriser les espace non construits du Bourg et des principaux hameaux pour lesquels le PLU devra définir les Orientations d'Aménagement et de Programmation afin d'en définir les formes urbaines.

Préserver et valoriser le patrimoine bâti : la commune de Laval est riche, à la fois de par la présence de bâtiments remarquables (centrale de bas-Laval, centrale de haut-Laval, chapelle Sainte-Gertrude, châteaux de Gordes et de la Martellière, église Saint-Etienne...) mais également de tout un « petit patrimoine » constitué d'anciennes granges, maisons d'habitation, fours, bassins communaux, et leurs prolongements dans leur relation à l'espace public. Il sera nécessaire de mettre en place des outils permettant une réhabilitation harmonieuse et respectueuse du bâti ancien, en lien avec les objectifs de qualité environnementale.

Assurer la préservation et la mise en valeur des espaces naturels et des écosystèmes ; la commune bénéficie d'un environnement paysager, écologique et naturel de grande qualité, constitué de paysages variés (coteaux, prairies, alpages, forêts, cours d'eau, zones humides...). Certains de ces sites sont recensés pour leur intérêt écologique et font l'objet d'un inventaire (notamment pelouses sèches à proximité du Bourg, tourbières du col des Mouilles et de Prabert, ZNIEFF). Par ailleurs, il existe d'importants axes de continuité écologique sur le territoire communal. Ces espaces feront l'objet d'une protection réglementaire à travers les dispositions spécifiques du PLU.

Améliorer la sécurité des déplacements dans le Bourg et les hameaux ; la commune de Laval est traversée par les RD528, RD280 et RD280F. Elle subit les nuisances d'un trafic qui génère du bruit, de la pollution et de la dangerosité. L'amélioration des conditions d'accès, d'usage et de partage de l'ensemble des espaces publics (urbains et naturels) constitue un des enjeux du PLU. Cette réflexion devra également concerner le développement des sentiers de liaison entre les hameaux pour les habitants de Laval mais aussi pour le tourisme de proximité.

Protéger durablement les espaces agricoles ; le foncier agricole, outil de travail indispensable pour les agriculteurs, est une ressource qu'il convient de préserver, voire de reconquérir (envahissement progressif par la forêt, enfrichement). Le PLU devra mettre en place les outils permettant de protéger les zones agricoles stratégiques (terrains plats et mécanisables, terrains à proximité des exploitations) et garantir leur destination.

Préserver et dynamiser le développement économique ; le PLU a pour objectif la mise en place des conditions qui permettront de valoriser les activités économiques présentes localement, notamment l'agriculture mais aussi les activités liées au tourisme (gîtes, chambres d'hôtes, restauration, activités de randonnées avec le chemin de Saint François d'Assise), l'hydroélectricité, et la sylviculture par la prise en compte des contraintes liées aux transports des grumes, par la création de chargeoirs, par la réflexion sur les tracés des chemins et des routes forestières.

**Voir annexe n°4 : délibération du 28 janvier 2009 et délibération complémentaire du 17 février 2015.**

3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?		
Oui	Non	

3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?			
	oui	non	Le cas échéant, précisez :
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :	X		<p>Une consultation des Personnes Publiques associées dont l'Etat représenté par le Préfet et ses services.</p> <p>Un avis de la CDPENAF au vu des dispositions du règlement applicables en zone A aux habitations existantes pouvant faire l'objet d'une extension limitée et de construction d'une annexe ou d'une piscine d'emprises plafonnées, ainsi que de la délimitation d'un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées sur le habert d'Aiguebelle pour extension limitée du refuge existant.</p>
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		X	

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...			
	oui	non	Le cas échéant, précisez
<p>Les dispositions de la loi Montagne ?</p> <p><a href="http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=f r;z=-734374,6551069,1960844,1399270">http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=f r;z=-734374,6551069,1960844,1399270</a></p>	X		L'intégralité du territoire communal est soumise aux dispositions de la Loi Montagne. Le principe d'urbanisation en continuité des villages, hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existantes est pris en compte dans la délimitation des zones constructibles.
<p>Les dispositions de la loi Littoral concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ?</p> <p><a href="http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection du zonage « Loi Littoral »">http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection du zonage « Loi Littoral »</a></p>		X	
<p>Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ?</p> <p><a href="http://www.gesteau.eaufrance.fr/">http://www.gesteau.eaufrance.fr/</a></p>	X		SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse 2016-2012 entrée en vigueur le 21 décembre 2015.
<p>Autres :</p> <p>Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...</p>			La commune appartient à la Communauté de Communes du Grésivaudan.

3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ?
<p><b>Annexe(s) à joindre :</b> Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone</p> <p>Sans objet.</p>

## 4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1 Présentation de votre projet																	
À quel type de commune appartenez-vous ? Sélectionnez dans la liste ci-contre	<ul style="list-style-type: none"> <li>Commune rurale</li> </ul>																
4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, précisez :																	
<p>Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre d'habitants ?</p> <p><a href="http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp">http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp</a></p>	<p>Evolution de la population depuis 1968</p> <table border="1"> <caption>Evolution de la population depuis 1968</caption> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Population</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1968</td> <td>448</td> </tr> <tr> <td>1975</td> <td>450</td> </tr> <tr> <td>1982</td> <td>422</td> </tr> <tr> <td>1990</td> <td>525</td> </tr> <tr> <td>1999</td> <td>805</td> </tr> <tr> <td>2010</td> <td>962</td> </tr> <tr> <td>2016</td> <td>986</td> </tr> </tbody> </table> <p>Source : INSEE RGP 2010-2015</p>	Année	Population	1968	448	1975	450	1982	422	1990	525	1999	805	2010	962	2016	986
Année	Population																
1968	448																
1975	450																
1982	422																
1990	525																
1999	805																
2010	962																
2016	986																
<p>Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ?</p> <p>Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?</p>	<p>Le projet de PLU prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Potentiel d'accueil dans les dents creuses (zones UA et UB) : 41 logements soit 95 habitants.</li> <li>Potentiel d'accueil en extension des villages (zones UA et UB) : 3 logements soit 7 habitants.</li> <li>Potentiel d'accueil dans les secteurs de développement (zone AUM, dent creuse au Bourg) : 30 logements soit 75 habitants.</li> <li>Potentiel d'accueil en densification de parcelles déjà bâties (zones UA et UB) : 8 logements soit 20 habitants.</li> <li>Potentiel d'accueil en réinvestissement du bâti existant (zones UA et UB + changement de destination autorisé dans les zones A et N) : 17 logements soit 43 habitants.</li> </ul> <p>Soit un total de 240 habitants, sans tenir compte d'une rétention foncière, qui devrait s'appliquer principalement sur les dents creuses, le réinvestissement du bâti existant et la densification des villages.</p>																
<p>Combien de logements vacants avez-vous sur votre (vos) commune(s) ?</p> <p><a href="http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp">http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp</a></p>	<p>33 logements identifiés par les élus en 2019, soit environ 5% du parc.</p>																
<p>Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ? Indiquez le détail du calcul.</p>	<p>Dans l'estimation des potentiels présentés ci-dessus, aucune rétention foncière n'est appliquée. Bien qu'elle existe dans la réalité, le SCOT refuse, pour sa compatibilité, qu'elle soit estimée ou prise en compte.</p>																
<p>Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?</p>	<p>Aucune nouvelle zone n'est ouverte à l'urbanisation par rapport au POS, le PLU réduit la consommation d'espaces.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Superficie totale de la zone AUM destinée au développement résidentiel : 1,08 Ha.</li> <li>Superficie totale estimée des parcelles non bâties au sein des tissus résidentiels (secteurs UA et UB) : 2,96 Ha.</li> </ul> <p><u>Ces surfaces sont compatibles avec les objectifs maximum de consommation foncière préconisés par le SCOT à 12 ans qui sont de 5,29 Ha au total.</u></p>																

<b>4.1 Présentation de votre projet</b>	
Quelle sera la surface moyenne par logement ?	La consommation moyenne de foncier par logement neuf sur les parcelles non bâties est estimée à 600 m <sup>2</sup> .
Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ? Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en oeuvre	
<p><u>Les secteurs potentiellement ouverts à l'urbanisation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les secteurs UA et UB, qui correspondent au Bourg et aux hameaux de la commune, avec 90% de dents creuses qui comptabilisent 2,9 Ha de foncier constructible pour accueillir 41 logements estimés.</li> <li>- Le secteur AUm, au Bourg, qui correspond à une grande dent creuse de 1,08 Ha qui fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation qui prévoit l'accueil de 20 à 30 logements.</li> </ul> <p>Les OAP réalisées sur les secteurs du Bourg (zone AUm), de Prabert (zone UA) et de Planeysard (zone UA) prévoient une diversification des types de logements qui permettra de répondre aux parcours résidentiels des habitants et à l'objectif du PADD de « Permettre une diversification de l'offre de logements (individuels, intermédiaires groupés, petits collectifs, en accession et locative) pour maintenir une mixité sociale et permettre un parcours résidentiel complet », tout en optimisant le foncier utilisé.</p> <p>Le règlement écrit du PLU ne prévoit pas de contre-indication réglementaire au réinvestissement du bâti existant dans les secteurs d'habitat ancien UA. 2 bâtiments sont identifiés dans les zones A et N comme pouvant changer de destination pour accueillir du logement, sans consommation foncière.</p> <p>Le projet prévoit une modération de la consommation foncière d'espaces non bâtis dédiée au logements et à la mixité des usages par rapport à ces 10 dernières années : sur la période 2009-2018, la consommation foncière moyenne par logement neuf est estimée à 1627m<sup>2</sup>, alors que le PLU prévoit 600m<sup>2</sup>, soit un effort de plus de 50% en termes de modération de la consommation foncière.</p> <p>Enfin, le projet de PLU prévoit une restitution aux zones Agricoles et Naturelles d'environ 11 Ha (différentiel constaté entre l'emprise des zones U, NB et NA de l'ancien POS et l'emprise estimée des zones UA, UB et AUm du projet de PLU).</p>	
<b>4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :</b>	
Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?	Sans objet.
Quelle est la surface des zones d'activités prévues ? S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?	
S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire : <ul style="list-style-type: none"> <li>• quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ?</li> <li>• quel est leur taux d'occupation ?</li> </ul>	
S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCoT: <ul style="list-style-type: none"> <li>• quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ?</li> <li>• quel est leur taux d'occupation ?</li> </ul>	
Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ? Indiquez lequel et comment il s'applique ?	
Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)	
<p><b>Le document de travail qui présente les 3 OAP sectorielles est joint en annexe n°5.1</b></p>	

## 4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Des espaces agricoles ?	X		<p>Le diagnostic communal a permis d'identifier les parcelles exploitées et exploitables, les bâtiments d'activité (élevage et autres), à partir de plusieurs études réalisées et données disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude agricole réalisée par l'ADABEL en 2009.</li> <li>- Réglementation des boisements de 2016 identifiant un périmètre d'interdiction de plantation</li> <li>- Etude de reconquête agricole réalisée par la Chambre d'Agriculture en 2016</li> <li>- RPG Agricole 2017.</li> </ul> <p>La majorité de ces terrains a été classée en zone Agricole dans le projet de PLU.</p> <p>Le territoire communal est inclus dans l'aire d'AOC Noix de Grenoble ainsi que dans les aires d'IGP Tomme de Belledonne, ainsi qu'une demi-douzaine de cépages viticoles.</p>
Des espaces boisés ?	X		<p>Les espaces forestiers sont localisés principalement sur les secteurs pentus du territoire communal, d'altitude et dans les combes. Ils sont classés en zone N dans le projet de PLU.</p> <p>Plusieurs Espaces Boisés Classés sont identifiés (50 Ha environ), notamment pour leur rôle de stabilisation du sol dans les zones de glissement de terrain définies dans le PPR à l'amont des habitations.</p>
Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?	X		<p>Le projet de PLU prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La constructibilité limitée des zones A et N aux seules activités agricoles. 2 bâtiments d'habitations existants ont droit à des extensions et la construction d'une annexe, dans un rayon d'emprise limité.</li> <li>- Les secteurs Am, Nm, Ae et Ne avec des prescriptions constructibles très limitées en raison de leur intérêt écologique (zones humides, tourbières, corridors), au titre des articles L151-19 et L151-23 du code de l'urbanisme.</li> </ul>
Complétez si nécessaire			
Le diagnostic agricole présent dans le Rapport de Présentation est joint en annexe n°5.2.			

<b>4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité</b>			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Une zone Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC) à proximité ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>		X	Le site Natura 2000 le plus proche est le SIC n° FR8201733 « Cembraie, pelouses, lacs et tourbières de Belledonne, de Chamrousse au Grand Colon », situé à environ 5 km des limites communales, sur les communes de La Combe de Lancey, Revel, Chamrousse.
Un parc naturel national ou régional ?		X	
Une réserve naturelle nationale ?		X	
Un espace naturel sensible ?	X		ENS du Col des Mouilles, 30,62 Ha dont 26,69 Ha sur le territoire communal, classés en zone Nm au projet de PLU, qui interdit toutes constructions, ouvrages, installations, toutes occupations et utilisations du sol de nature à porter atteinte au fonctionnement biologique, hydrologique et au maintien de la zone humide, à savoir l'asséchage, le drainage, ainsi que les affouillements et les remblaiements.
Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>	X		4 ZNIEFF de type I : <ul style="list-style-type: none"> <li>- ZNIEFF n°38210004 « landes du Ferrouillet »</li> <li>- ZNIEFF n°38210005 « Tourbière de Prabert »</li> <li>- ZNIEFF n°38210025 « Col des Mouilles ».</li> <li>- ZNIEFF n°38200002 « Prairies sèches de Sainte-Agnès ».</li> </ul> La totalité de ces espaces est classée en zone naturelle - secteur de protection de milieux naturels fragiles (Ne ou Nm) dans le PLU. 2 ZNIEFF de type II : <ul style="list-style-type: none"> <li>- ZNIEFF n°3821 « Massif de Belledonne et Chaîne des Hurtières ».</li> <li>- ZNIEFF n°3820 « Contreforts occidentaux de la chaîne de Belledonne ».</li> </ul>
Un arrêté préfectoral de protection de biotope ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>	X		Arrêté préfectoral de protection de biotope n°38-2019-01-31-020 sur une surface totale de 1,57 Ha sur le secteur de Prabert. L'emprise est incluse dans la ZNIEFF de type I Tourbière de Prabert. Elle est classée Nm au projet de PLU.
Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention RAMSAR ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?	X		L'inventaire des zones humides du département réalisé par le Conservatoire des Espaces Naturels de l'Isère (CEN38 - AVENIR) recense, sur le territoire communal, 13 zones humides ponctuelles et 4 zones humides dont la surface est supérieure ou égale à 1 ha : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tourbière du col des Mouilles,</li> <li>- Tourbière de Prabert,</li> <li>- La Boutière,</li> <li>- Ancienne mine de La Boutière.</li> </ul> Tous ces secteurs sont classés en zone A ou N dans le



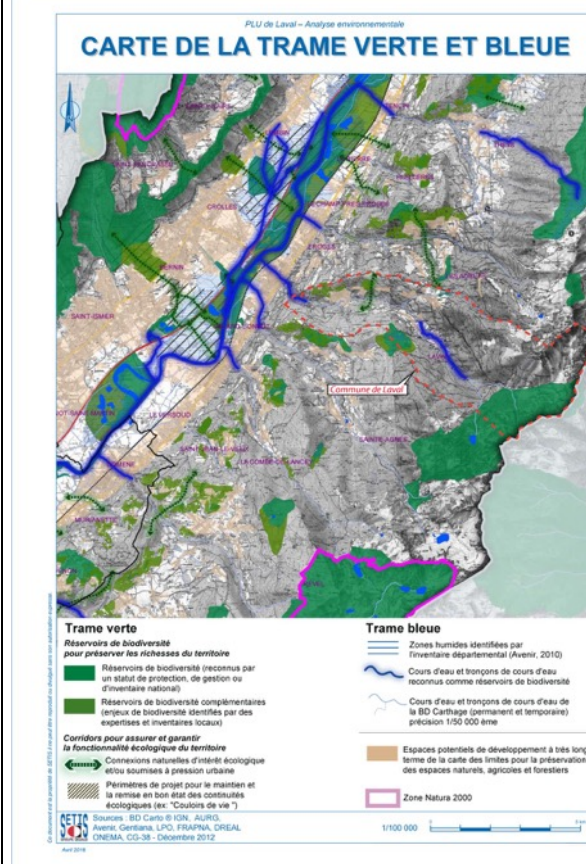
4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
			projet de PLU. De plus, une visite de terrain par une écologue naturaliste en 2013 sur les zones considérées comme disponibles pour l'urbanisation a permis d'identifier 2 zones humides qui ont donc été prises en comptes et exclues des zones U et AU.
Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ? <a href="https://www.eaurmc.fr/">https://www.eaurmc.fr/</a> <a href="https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html">https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html</a> <a href="http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html">http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html</a>	X		Liste 1 sur le Ruisseau de Laval du lieu dit les Iles (Aval du ruisseau de Crop) au lieu dit de la Gorge à la Boutière. Liste 2 sur Le Ruisseau de Laval du lieu dit les Iles (aval du ruisseau de Crop) à l'amont de la STEP de Laval.
Complétez si nécessaire			

## 4.4 Continuités écologiques

Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?

Oui

Non



Le ruisseau de Laval est reconnu, en aval du village et en amont de La Gorge, comme cours d'eau réservoir de biodiversité à préserver et remettre en bon état.

Son emprise est inscrite en zone Ne (corridor) dans le projet de PLU.

Le corridor terrestre localisé entre les hameaux du Mollard et du Carnival est également identifié Ae (corridor) dans le projet de PLU.

Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ?  
[http://carto.datara.gouv.fr/1/dreal\\_nature\\_paysage\\_r82.map](http://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map)

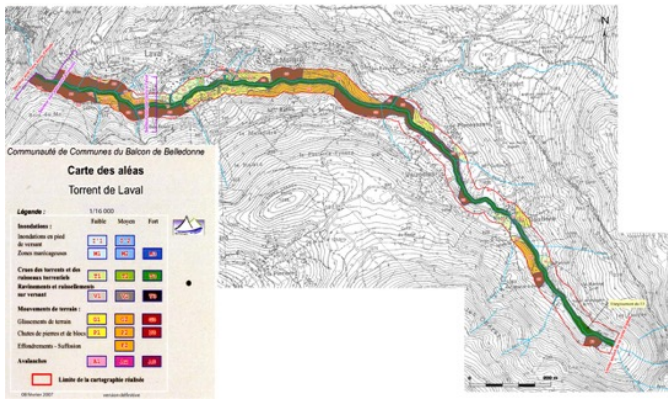
Dans le SRCE sont identifiés :

- Une très grande partie du territoire communal et notamment les boisements comme espaces perméables aux passages de faune.
- Le Ruisseau de Laval, entre l'amont de la Boutière et le village de Laval, comme un cours d'eau d'intérêt à remettre en bon état, comportant plusieurs obstacles à l'écoulement des eaux (donc aux déplacements de la faune aquatique) : classement Ne au projet de PLU.
- Les espaces accompagnant les ruisseaux et les zones humides de Prabert et du Col des Mouilles sont des espaces de perméabilité liés aux milieux aquatiques : classements A, Nm et N au projet de PLU.

4.5 Paysage, patrimoine bâti			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Site classé ou projet de site classé ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>	X		La chapelle des Alleman (au sein de l'église Sainte Etienne) est classée au titre des Monuments Historiques par arrêté du 25 février 2010.
Site inscrit ou projet de site inscrit ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>	X		L'église Sainte Etienne est inscrite en totalité par arrêté du 2 juin 2009.  La Tour de Monfallet inscrite au monument historique le 19/05/1937.  Les périmètres de protection de 500 m accompagnant ces deux édifices sont reportés dans la carte des servitudes d'utilité publique annexée au PLU
Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?		X	
Éléments majeurs du patrimoine ? <a href="http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/">http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/</a>	X		Plusieurs éléments de patrimoine bâti remarquable et identitaire sont identifiés dans le projet de PLU (bassins, fours, châteaux, centrales hydroélectriques...) et font l'objet de prescriptions réglementaires spécifiques adaptées à leur préservation.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de paysage... ?		X	SCOT de la Région Grenobloise :  Les enjeux identifiés dans la carte des orientations paysagères : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La route d'accès à Laval depuis la vallée du Grésivaudan, identifiée comme porte d'accès au Massif de Belledonne d'enjeu prioritaire, à valoriser.</li> </ul>
Complétez si nécessaire			
Pour les périmètres des sites inscrits, voir le plan des servitudes d'utilité publique en annexe n°6.3.			

4.6 Ressource en eau			
Captages			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	X		<p>La compétence Eau Potable est du ressort de la Communauté de Communes du Grésivaudan.</p> <p>La commune est alimentée en eau potable par plusieurs captages tous situés sur son territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le captage de Rif Morin, ainsi que les captages du Muret et de Bédina (adduction en appoint), qui alimentent le réservoir de Prabert (200 m<sup>3</sup>) ;</li> <li>- la source de Turenne, qui alimente quant à elle le réservoir de la Ruine (300 m<sup>3</sup>) ;</li> <li>- la source du Pillon, qui a été mise en réserve pour n'être utilisée qu'en secours.</li> </ul> <p>Les captages de Rif Morin et de Turenne font chacun l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique établie par arrêté préfectoral en 2014.</p>
Autres captages prioritaires ?		X	
Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales			
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs ?	X		<p>La communauté Le Grésivaudan gère la production et l'adduction d'eau depuis les captages d'alimentation principaux (Rif Morin et Turenne) ou de secours (Muret et Bédina) jusqu'au répartiteur de Prabert ; il fournit la commune de Laval en cas de besoin.</p> <p>Les ressources issues des captages principaux permettent de subvenir aux besoins de la commune à court, moyen et long terme. Les captages de secours assurent la sécurité d'approvisionnement en cas de besoin.</p>
<p>Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du territoire ?</p> <p><a href="http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/">http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/</a></p>		X	<p>La compétence assainissement est du ressort de la Communauté de Communes du Grésivaudan depuis le 1er janvier 2018 ; laquelle a arrêté son zonage d'assainissement en avril 2019.</p> <p>Sur le territoire de Laval, les zones constructibles du Bourg et du Mollard sont situées en zone d'assainissement collectif (capacité d'accueil 9 nouveaux logements dans les zones U), les autres hameaux en zone d'assainissement individuel.</p> <p>Selon les informations disponibles, la STEP actuelle de Laval posséderait actuellement une capacité résiduelle de 30 EH. Le développement démographique du Bourg et du Mollard est donc limité par la capacité de traitement de la STEP. Ainsi, l'ouverture à l'urbanisation de la zone AUm au Bourg (20 à 30 logements) est conditionnée par la réalisation d'études complémentaire sur les capacités résiduelles de la STEP, et de travaux d'extension le cas échéant.</p>
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire ?	X		La commune dispose d'un schéma de gestion des eaux pluviales approuvé en 2016. Il est annexé au PLU et traduit dans les règles.
Complétez si nécessaire			

4.7 Sols et sous-sol			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués :base de données BASOL ?  http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php		X	
Anciens sites industriels et activités de services :base de données BASIAS ?  http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&carte=		X	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	
Complétez si nécessaire			

4.8 Risques et nuisances			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Risques ou aléas naturels ?	X		<p>Le territoire communal est exposé à de nombreux risques, variés et de différentes ampleurs (crues, ruissellement de versant, chutes de pierres, glissement de terrain, zones de marécage), l'urbanisation telle qu'elle apparaît à ce jour a pour l'essentiel évité les secteurs trop exposés. La seule zone à urbaniser (AUm) identifiée dans le PLU n'est pas concernée par des aléas naturels.</p> <p><b>Carte des aléas du torrent de Laval, 2007 :</b></p> <p>CARTE DES ALEAS - Torrent de LAVAL</p>  <p><u><a href="#">Ce document est retranscrit dans le règlement écrit et graphique du projet de PLU.</a></u></p> <p>Les secteurs de risques forts inconstructibles ont été pris en compte dans la délimitation des zones constructibles du projet de PLU.</p>



#### 4.8 Risques et nuisances

Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration ?

X

**Arrêté R111-3 du 10 juillet 1973, valant PPR – Zooms sur les zones habitées :**

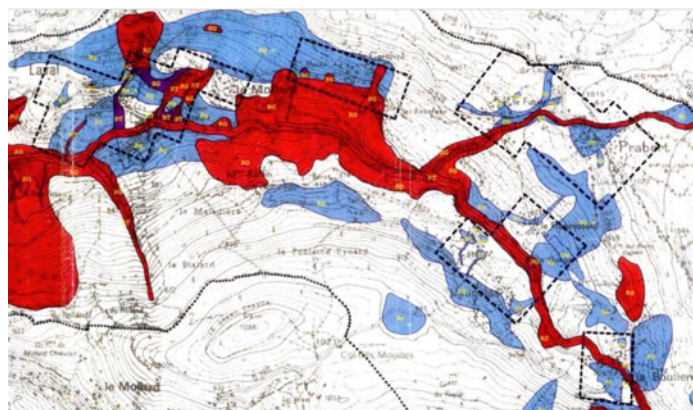


Ce document sera annexé au projet de PLU avec mention dans le règlement du PLU.

**Plan de Prévention des Risques Naturels non approuvé, porté à connaissance du Maire en 1999.**

Il vient préciser les zones de risques à l'échelle cadastrale, selon 4 catégories :

- Zones rouges : inconstructible sauf exceptions.
- Zones violettes : inconstructibles sauf exceptions.
- Zones bleues : constructible sous conditions.
- Zones blanches : absence de risques.



Les risques identifiés :

- Marécages.
- Crues des torrents et rivières torrentielles.
- Ruissellement sur versant.
- Mouvements de terrain : glissements et chutes de pierres.

Les secteurs de risques forts inconstructibles ont été pris en compte dans la délimitation des zones constructibles du projet de PLU.

Le zonage du PPR et son règlement sont retranscrits dans le règlement écrit et graphique du projet de PLU.

#### 4.8 Risques et nuisances

Nuisances ?		<b>X</b>	Laval n'est pas sous l'influence du bruit engendré par les grands axes de communication structurant de la vallée (A41, Voie ferrée) ou par d'autres sources de bruit (industrielle...).
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		<b>X</b>	
Complétez si nécessaire			

#### 4.9 Air, énergie, climat

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ?  Et quels sont les enjeux identifiés ?
Y a-t-il une desserte en transport collectif sur votre territoire	<b>X</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 lignes scolaires de connexion avec la vallée du Grésivaudan.</li> <li>- 1 ligne touristique qui fonctionne lors des périodes d'ouverture de la station hivernale des 7 Laux.</li> <li>- Un service de transport à la demande géré par le Grésivaudan.</li> </ul> <p>Cette offre de transport n'est pas suffisante pour présenter une alternative sérieuse à la voiture pour les déplacements pendulaires.</p>
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?	<b>X</b>		<p>PPA de la Région Grenobloise, révisé en 2014.</p> <p>Le territoire communal ne fait pas partie des zones sensibles à protéger identifiées par ce document.</p>
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ? Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou projet de PCAET) ?		<b>X</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucun enjeu spécifique n'est relevé par le SRCAE de Rhône-Alpes.</li> <li>- PCET du Grésivaudan, adopté en 2013 : aucun enjeu spécifique relevé sur la commune.</li> </ul>
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		<b>X</b>	
Complétez si nécessaire			

## 5. Annexes (rappel)

Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :

– pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;

– pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)

Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	X
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	X Annexe 2
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	X Annexe 3.1 – zonage POS
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	X Annexe 3.2
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	□
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	X Annexe 4
Pour les procédures d'évolution	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	□
Pour tous	Cartographie du PADD Autres (OAP, ...)	X Annexes 5 : 5.1 : projets OAP 5.2 : diagnostic agricole 5.3 : plan des SUP

## 6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

<b>Date : 28/05/2019</b> <b>Lieu : LAVAL</b>	<b>NOM</b> <b>PRENOM</b> <b>EYRAUD Sébastien - Maire</b> <b>SIGNATURE</b>
---	---





## ANNEXE 1

## Contacts

<b>Identification de la personne ressource, en charge du suivi du dossier</b> <b>Vous indiquerez ici les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.</b>	
Contact au service technique ou du bureau d'étude par exemple	<a href="#">Sébastien Eyraud, Maire de Laval.</a> <a href="#">Adeline Rey, Urbaniste chargée de l'élaboration du PLU.</a>
Coordonnées nécessaires pour vous joindre : adresse, téléphone, courriel	<a href="mailto:mairiedelaval2@orange.fr">mairiedelaval2@orange.fr</a> <a href="tel:04.76.71.42.88">04.76.71.42.88</a> <a href="#">17, rue de la Mairie 38190 Laval</a> <a href="mailto:adelinerey.urbanisme@gmail.com">adelinerey.urbanisme@gmail.com</a> <a href="tel:06.88.08.26.51">06.88.08.26.51</a> <a href="#">5, place Saint-André 38000 Grenoble</a>